

Et pour quelques *creditos* de plus...

Laurent Montillet¹

"Le monde est si vide si l'on n'y imagine que montagnes, fleuves et villes, mais d'y savoir quelqu'un avec qui l'on s'entend, avec qui l'on peut vivre en silence, c'est ce qui fait de ce globe un jardin habité." Johann Wolfgang Goethe.

1. Introduction

“Pour une poignée de *creditos*”² montrait qu’au delà des tentatives déjà menées d’implantation de monnaies communautaires comme modèle complémentaire voire concurrent de l’économie de marché, le système argentin innovait à partir d’une interprétation des modèles existants.

“Et pour quelques *creditos* de plus...” cherche à mettre en évidence la fragilité du système, tant du point de vue de ses fondamentaux que dans son insertion dans l’actualité argentine. A une croissance démesurée durant la crise des années 2000 a succédé une quasi disparition du système en 2006.

Décembre 2001, la couverture médiatique de l’explosion institutionnelle conduisait à produire à l’écran du monde entier un pays en ruine, une valse des présidents (5 en deux semaines), la disparition d’un système monétaire, une population désemparée. Au pays des grands espaces, tout était devenu d’un coup trop vide.

C’est durant cette période d’absence d’institution, de référent monétaire que les médias argentins puis européens découvrent l’ampleur du phénomène « *trueque* ». Si la traduction littérale signifie troc, c’est en fait un système d’échanges de biens et services multi-réciproques utilisant un moyen de paiement et de compensation des échanges émis localement. Cette organisation particulière s’intègre dans une famille plus large de localisme monétaire définie par J. Blanc, C Ferraton et G. Malandrin comme « l’organisation d’une localisation des échanges au sein d’un espace spécifique au moyen d’une organisation monétaire adaptée »³. Phénomène de classe moyenne, né 7 ans auparavant, dans le garage d’un groupe de voisins d’inspiration écologique dans la banlieue de Buenos Aires. S’il a pu embrigader⁴ jusqu’au milieu

¹ Professeur agrégé d’économie et doctorant au pôle “Finance, exclusion et activité” du Centre Auguste et Léon Walras de l’Université de Lyon 2.

² Laurent Montillet, “Pour une poignée de *creditos*”, colloque CERISE, mars 2003, Toulouse. Le présent texte est une réactualisation du travail présenté

³ Jérôme Blanc, Cyrille Ferraton, Gilles Malandrin, " Une monnaie sociale ? Systèmes d’échange local (SEL) et économie solidaire ", *Deuxièmes Journées d’Etude du LAME, " Économie sociale, mutations systémiques et nouvelle économie "*, Reims, 29-30 novembre 2001.

⁴ Embrigader, le verbe n’est pas aussi fort que l’on peut le penser : la lecture de la presse argentine de l’époque décrit bien cette dissociation de la société argentine et sa recomposition suivant d’autres règles, d’autres pratiques d’une frange importante de la population d’une part, mais d’autre part traduit tout autant la méconnaissance ou le dénigrement du fonctionnement du *trueque*, n’hésitant pas à publier et colporter sans

de l'année 2002 5 à 6 millions d'argentins, il en regroupe probablement plus que 20 000 personnes au début de l'année 2006.

Le participant à un club de *trueque* se définit comme un acteur bicéphale tout à la fois producteur d'un bien et/ou d'un service et consommateur. À la fin d'une cession d'échanges, chaque personne s'en va avec un solde créditeur ou nul de circulant monétaire, avec l'engagement de revenir la semaine suivante. Cet engagement est l'une condition vitale du système, celle d'une promesse de liens futurs mais également d'obligation de produire et de consommer pour le groupe de participants.

Quels ont été les facteurs, la méthodologie de diffusion qui ont permis le développement et la pérennisation de cette organisation sociale ?

Après un bref rappel historique du mouvement, nous verrons dans une première analyse qu'un des moteurs de développement a été un engagement d'un nouveau type entre les participants en contrepartie d'une poignée de *creditos*. Cet engagement, cette contractualisation, *cette gouvernance d'entreprise solidaire* sont beaucoup plus complexes que la simple définition des fonctions économiques. Ensuite nous montrerons que dans la réunion des adhérents au *trueque*, l'exercice de ces *creditos* constituent une modélisation nouvelle de l'organisation des échanges : alchimie de la convivialité des liens de clientèles des SELs et du rationalisme des *places de marché* des LETs⁵.

Pourquoi ses facteurs de constitution et de développement du *trueque* n'ont-ils pas permis à celui-ci de survivre à la résolution de la crise monétaire argentine?

Nous verrons dans une troisième partie que le *trueque* a été victime de son excroissance démesurée. Pour répondre à la crise de 2001, les clubs de *trueque* ont intégré deux à trois millions de plus de participants, ce qui a eu pour effet immédiat de porter l'émission monétaire à "quelques millions de *creditos* de plus" (en règle générale 50 *creditos* par nouveau arrivant). Ce gigantisme monétaire a d'autant plus constitué un facteur d'attraction des ressources (participation économique et sociale, détournement de ressources de production, réalisation de consommations) qu'il a été sur-représenté dans les médias argentins et étrangers. Puis dans une quatrième partie nous montrerons comment la manifestation de cette excroissance sous forme de surémission et de surmédiatisation a produit une rupture dans les principes de gouvernance du *trueque*.

2. Un contexte d'émergence et de développement particuliers

Le point de départ historique du *trueque* est la réunion d'un groupe de voisins écologistes, durant l'année 1995, soucieux de promouvoir une meilleure prise en

aucune cohérence éditoriale bon « nombres et idées chocs » sur le phénomène contradictoire d'un article à un autre. Nous utiliserons donc à ce titre très prudemment les évaluations de la presse, préférant garder les éclairages « paroles de rue » comme unique coloriage.

⁵ SELs: système d'échanges locaux, LETs: local exchange system.

compte de la valeur du travail, de l'environnement, et de pratiques d'échanges plus justes dans un contexte de développement du chômage et de l'exclusion⁶. L'organisation des échanges privilégie dès le début la participation des acteurs, un autocontrôle et une autocritique des activités du groupe, à la manière des réunions des Alcooliques Anonymes. Ainsi, la naissance du *trueque* en Argentine ne peut pas s'analyser comme directement issue d'un fait monétaire. Il ne s'agit pas d'une adaptation à la nouvelle contrainte monétaire instaurée par le système de convertibilité mis en place quelques années plus tôt.

Le *trueque* trouve ses fondements dans un *processus triple de décontractualisation* économique et sociale :

- un mouvement de *désinstitutionnalisation* des rapports entre le citoyen et l'Etat,
- une *désinsertion économique* entre le salarié et l'entreprise,
- un mouvement *d'exclusion monétaire* entre une partie importante des acteurs économiques et la sphère des échanges monétarisés.

Le premier divorce entre l'Etat et les citoyens a lieu durant la période de dictature militaire de 1976 à 1983. Durant les deux présidences précédentes (péronistes), les inégalités sociales avaient diminué et contribué à un rapprochement du politique et des classes les plus pauvres au sein d'un projet national. Le régime militaire qui a suivi, a engendré un fort mouvement de désagrégation sociale, et à l'origine d'une forte concentration de la richesse. Ce régime répressif, responsable de nombreuses disparitions d'opposants politiques et de syndicalistes, a désactivé les courants de mobilisation populaire très actifs durant la décennie 70.

Le retour de la démocratie en 1983 avait fait envisager une reprise de la participation populaire et citoyenne, et devait conduire à un processus de développement économique et social. Cet espoir fut brisé par la succession des périodes d'hyperinflation⁷ et des plans d'ajustements structurels imposés par les organismes de crédits multilatéraux⁸.

La mise en place du plan de convertibilité de mars 1991 s'inscrivait dans un environnement économique et politique très tourmenté pour l'Argentine. Les récents échecs des deux derniers plans de stabilisation, la persistance de l'hyperinflation, la réélection du candidat président péroniste Menem faisaient planer de nombreux doutes sur la capacité de l'Argentine à sortir de cette crise. Le paradoxe du nouvel ordre monétaire, le *currency-board*⁹, fut d'installer la monnaie au cœur du système économique, en restaurant la confiance et la stabilité monétaire à travers la maîtrise

⁶ Pablo Stancanelli, « *explosivo crecimiento de los clubes de trueque* », Buenos Aires:El diplo, junio 2002.

⁷ Le taux d'inflation mensuel durant les années 1980 était compris entre 20 et 30%, par an puis entre 90 et 200 % entre 1989 et 1990.

⁸ L'Argentine sera soumise durant cette période à 3 plans d'ajustement structurel : le plan Austral en 1985, le plan Primavera en 1987, le Plan Bonex en 1989.

⁹ Le plan de convertibilité du 1 avril 1991 mis en place dans le cadre du *currency-board*, fixait une parité de 1 dollar pour 1 peso, en supprimant dans le même temps le pouvoir d'intervention de la Banque Centrale. Elle devait détenir 100% de réserve en devises en contrepartie de la masse monétaire : chaque nouvelle émission de peso devant faire l'objet préalable d'une mise en réserve équivalente en dollar.

de l'inflation, en réconciliant en apparence le politique avec le discours économique, mais en limitant en même temps l'usage de la monnaie comme instrument de régulation économique. La crise de décembre 2001 et la révocation de toute tentative de recomposition politique s'interprètent comme le résultat endogène du mode de régulation adopté. La crise tango n'est ni le reflet d'un niveau excessif de corruption¹⁰, ni issue d'un laxisme démesuré dans le contrôle des déficits fiscaux provinciaux, mais bien au contraire provoquée par la mise en place du *currency-board* dans un contexte de dérégulation sans précédent de son économie¹¹. L'instabilité politique de l'année 2002, l'absence de consensus politique et de projet de société pour les élections à venir de 2003 sont autant d'éléments entretenant la démobilisation politique et le rejet de toutes les institutions de la nation par les argentins. Le *trueque* répond partiellement au traumatisme politique subit par les argentins.

Cette modification institutionnelle en Argentine a conduit à un renoncement de la part de la classe politique argentine à utiliser le politique à des fins de développement économique et social harmonieux. L'ouverture des marchés, les offres de privatisation des entreprises publiques dans le cadre du programme de modernisation attaché à celui de la convertibilité a eu, durant les 5 premières années de la convertibilité, pour conséquence directe une multiplication par 2 du taux de chômage. Le taux de chômage est passé approximativement de 7 % en 1991 à 18 % en 2002, celui du sous-emploi de 10 % à 20 %. Moins d'un tiers de la population active est occupée au sein du secteur privé fin 2002. Les plans de modernisation et la récession économique en Argentine ont eu pour effet direct de détruire massivement des emplois et de rompre le lien entre les individus en tant que salariés et la société en tant que pourvoyeur de revenus. Les investissements directs ont été tout autant négatifs pour le niveau d'emploi. Parmi les investissements directs étrangers de la période, 60 % sont consacrés à acquérir des entreprises publiques privatisées (ce volume d'investissements représente 35 % du PIB moyen de la période). L'Argentine a constitué durant la période, un lieu de refuge pour des liquidités à moyen terme, et n'a probablement jamais été une véritable économie de marché émergente. À titre d'illustration, 80 % des investissements réalisés lors de la privatisation du secteur téléphonique durant 1993 et 2000 ont été réalisés sous forme de prêts bancaires. Durant la même période, 83 % des bénéfices ont été distribués en dividendes. La fin de la convertibilité en 2001 a conduit à un enrichissement du coût des dettes contractées en dollar, parallèlement les recettes maintenues en peso perdaient en

¹⁰ Ce niveau de corruption n'est pas plus culturel ou institutionnalisé qu'en Europe, au Japon ou dans les processus d'évaluation des actifs financiers américains. S'il peut paraître élevé, il est à rapprocher des faibles taux d'imposition et de recouvrement des impôts.

¹¹ À cette perte de souveraineté monétaire nationale imposée par la mise en place du *currency-board* s'est ajoutée une désinstitutionnalisation sans précédent des relations entre l'Etat, le citoyen et le salarié. Cette nouvelle architecture monétaire a été accompagnée de deux lois clefs : la Loi d'urgence économique et la Loi de réforme de l'Etat. Elles ont consisté à supprimer le système des subventions et des préférences manufacturières (fin du protectionnisme péroniste), à autoriser le licenciement du personnel public redondant, à permettre la privatisation d'entreprises publiques (très fortement endettées), à ouvrir le marché des capitaux, à libéraliser le marché bancaire, à réaliser un abaissement des droits de douanes sur les importations, à libéraliser le marché du pétrole et le régime des investissements étrangers...

valeur internationale. Devant le refus des maisons mères européennes de refinancer les filiales argentines et de reconnaître une responsabilité dans leur faillite financière, la charge de la dette est maintenant à répartir entre l'Etat, les salariés et les usagers. Le *trueque* propose à ces acteurs une réinsertion économique indépendante des contextes de dettes et de dépendance économique à l'égard du marché formel.

La définition de la parité peso/dollar dans la constitution argentine rendra impossible la conduite d'une politique de change ou une politique d'offre monétaire¹² sans encourir le risque d'une déstabilisation politique-économique. Le système monétaire privilégiait la stabilisation immédiate du taux d'inflation et l'apaisement monétaire. Le currency-board devait être ensuite relayé par une politique monétaire plus active. La principale embûche sera qu'il n'y aura jamais de contexte favorable pour revenir à une parité flexible¹³. La permanence de l'ordre monétaire imposé par le currency-board développera un endettement sans précédent de l'Argentine, seule attitude possible pour obtenir une masse monétaire suffisante. En effet, les exportations n'ont pas été en mesure de générer un afflux suffisant de devises, ni même suffisantes à couvrir les importations sur la période 1991-2001 à la seule exception de l'année 1995. Plus inquiétant même, le déficit commercial n'a jamais été aussi important que durant les premières années de la convertibilité¹⁴. Premier signe d'une débâcle économique à venir : les conditions de prêts sont de plus en plus drastiques et les sorties de capitaux de plus en plus fréquentes. Sur la période 1991 à 2001, le solde déficitaire de la balance rente du compte courant a toujours été de une fois et demi à deux fois supérieur à celui du déficit commercial. À cet assèchement progressif des liquidités et des sources d'autofinancement possibles entre 1998 et 2001, s'ajoute la contraction de 27 %¹⁵ des crédits accordés au secteur privé. En janvier 2003, l'Argentine affiche son plus triste record de taux de pauvreté avec 60 % de sa population en dessous du seuil de pauvreté, c'est à dire avec mois de 3 € par jour de revenus. Le *trueque* a ainsi proposé à ses participants une reconsidération des notions de liquidité et de richesse, résolvant par là-même l'illiquidité de ses acteurs. La récupération économique de l'Argentine de 2003 à 2006 sera continue et accompagnée de fort taux de croissance de la production et du volume des exportations¹⁶. Cela a constitué sans aucun doute un frein à la croissance du *trueque* et une cause probable de limitation de son intérêt économique et social.

¹² L'exemple lituanien montre une mise en place du *currency-board* apparemment moins contraignante. Consulter l'article de Jérôme Blanc, "Crédibilité et *currency-board*: le cas lituanien", *XIX Journées Internationales d'Economie Monétaire et Bancaire*, Lyon, ENS LSH, 6-7 juin 2002.

¹³ Jérôme Sgard, "Le peso argentin peut-il résister à la concurrence du dollar ?", La lettre du CEPIL repris dans : *Problèmes économique*, avril 2002.

¹⁴ source http://www.indec.gov.ar/principal.asp?id_tema=1019

¹⁵ Jérôme Sgard, "Hyperinflation and the reconstruction of a national money: Argentina and Brasil, 1990-2002", à paraître dans *Review of International Political Economy*, janvier 2003.

¹⁶ La croissance de l'activité a été de -10,9% en 2002 puis d'environ 9% pour chaque année comprise entre 2003 et 2006. Source INDEC.

Ce rappel historique est essentiel pour comprendre pourquoi le *trueque* s'est greffé aussi rapidement et avec autant de succès dans le quotidien des argentins. Cette première caractérisation est également indispensable pour analyser le *trueque* au delà d'une émission monétaire autonome. Il définit les principes de nouvelles organisations sociales jusqu'à présent embryonnaires ou factuelles pour le champ de l'économie solidaire. Le *trueque* propose un principe de *gouvernance d'entreprise solidaire* afin d'organiser une sphère d'échanges particulière entre ses promoteurs.

3. Les principes d'une *gouvernance d'entreprise solidaire*

Le *prosommateur* est l'unique acteur du *trueque*, c'est le noyau de la communauté. Il assure à la fois, et dans le même lieu, les fonctions de consommation et de production. L'engagement de produire et de consommer sans cesse dans les mêmes proportions, ainsi que les règles auxquelles il se soumet, est à la base d'un contrat particulier. C'est l'ensemble de ces contrats, de ces promesses de comportements réciproques que nous avons défini comme *gouvernance d'entreprise solidaire*¹⁷.

La gouvernance d'entreprise¹⁸ se caractérise généralement par un ensemble de compromis tacites, de comportements sous-entendus, de normes, de relations à conduire entre les différentes parties prenantes à la réalisation du bénéfice de l'entreprise. Sont intégrés dans cette gouvernance d'entreprise : les salariés, les actionnaires, les dirigeants de l'entreprise, les fournisseurs, les clients, les banquiers, l'Etat. La gouvernance d'entreprise détermine la politique produit de l'entreprise, les relations salariales, et l'organisation salariale.

Une entreprise solidaire se définit quant à elle¹⁹ par une organisation créative de services solidaires (service individuel d'aide à domicile ou d'accompagnement à la création d'activité) au sein de micro espaces à partir d'une définition conjointe de l'offre et de la demande. La proximité des acteurs est l'occasion d'insister sur la recherche d'une qualité supérieure du service et d'une co-définition du service avec la demande, le prix n'étant plus essentiellement la variable discriminante. La jonction avec l'économie solidaire nous est rendue plus facile en acceptant avec Jérôme Boncle²⁰ qu'une de ses particularités est de réunir dans le même espace de création au sein d'un projet collectif, les prestataires du services et ses usagers, afin de contribuer à « un intérêt général à leur portée, dans la proximité ». Ainsi nous retiendrons par *gouvernance d'entreprise solidaire* l'ensemble des principes admis, des objectifs idéalisés et projetés, des relations et des compromis entre les parties prenantes d'un

¹⁷ Laurent Montillet, "Analyse de l'émergence, la croissance exponentielle et l'essoufflement des mouvements de monnaies communautaires en Argentine.", publié dans le *Rapport du Centre Walras 2003 "Exclusion et liens financiers"*, Paris: Economica.

¹⁸ Pour une illustration du principe de compromis de gouvernance d'entreprise, voir Robert Boyer et Michel Freyssenet, "Le monde qui a changé la machine", 2003

¹⁹ Article en ligne des actes du colloque "Sens et Portée de l'Économie Solidaire", Lyon Février 2002. [Http://www.univ-tlse2.fr/cerise/recherche/actes1%20Dossier/Codello.pdf](http://www.univ-tlse2.fr/cerise/recherche/actes1%20Dossier/Codello.pdf)

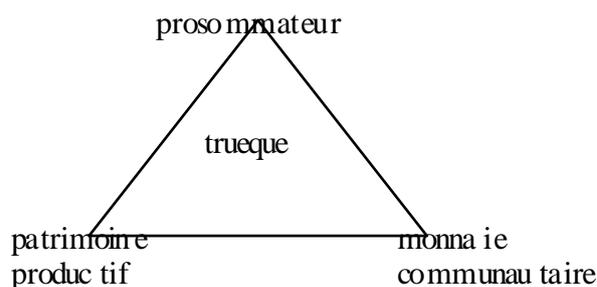
²⁰ Article en ligne des actes du colloque "Sens et Portée de l'Économie Solidaire", Lyon Février 2002. [Http://www.univ-tlse2.fr/cerise/recherche/actes1%20Dossier/boncler.pdf](http://www.univ-tlse2.fr/cerise/recherche/actes1%20Dossier/boncler.pdf)

micro-territoire au surplus commun recherché. Il s'agit en d'autres termes, du moteur de fermentation et de développement d'une communauté locale.

Pour le *trueque*, la *gouvernance d'entreprise solidaire* met en jeu l'ensemble des relations et des négociations entre les *prosommateurs*, les fournisseurs des *prosommateurs*, l'accord tacite des administrations publiques et des collectivités locales. Les objectifs sont de concilier "la valorisation des activités", "le règlement des transactions", et "le contrôle de l'activité solidaire".

L'éventail des systèmes de *trueque* en Argentine nous a permis dans une première approche de distinguer quatre types de *gouvernance d'entreprise solidaire* différentes. Nous avons schématisé²¹ le *trueque* de manière générique comme l'organisation mettant en œuvre la *gouvernance d'entreprise solidaire* afin d'optimiser un ensemble de *prosommateurs*, leurs patrimoines productifs respectifs et l'émission d'une monnaie communautaire.

Le *prosommateur* recevra lors de son adhésion à un club de *trueque*, en une fois et de manière définitive, un montant défini et invariable d'un individu à un autre, de monnaie communautaire. Cette masse monétaire combine une redondance dans son circuit de diffusion (support d'une confiance méthodique²²) et un effet pendule



perpétuel dans sa circulation par l'absence de fuite (l'épargne, le change étant interdits).

L'innovation du *trueque*, à partir des expériences des LETs a été de réduire au minimum l'intermédiation de ses actions solidaires afin de les centraliser dans un seul individu. Dans le cadre de cette *gouvernance d'entreprise solidaire*, le *prosommateur* va être à l'origine de la mise en œuvre de 3 actions aux logiques et enjeux distincts et pourtant interdépendants :

- à partir d'un diagnostic communautaire, la mobilisation des ressources de chaque *prosommateur* est valorisée individuellement, il y a peu d'exemples de productions collectives.

²¹ Laurent Montillet, "Analyse de l'émergence, la croissance exponentielle et l'essoufflement des mouvements de monnaies communautaires en Argentine.", publié dans le *Rapport du Centre Walras 2003 "Exclusion et liens financiers"*, Paris: Economica.

²² La confiance méthodique est l'une des trois niveaux de confiance nécessaire à l'acceptation d'une monnaie par ses acteurs. Elle est constituée par le respect des protocoles de paiements, la linéarité et la continuité du mouvement du paiement, la certitude mimétique que l'unité de paiement utilisée est inaltérable. Pour une présentation résumée, consulter Michel Aglietta et André Orléan, "Réflexions sur la nature de la monnaie." *La lettre de la Régulation*, n°41, Paris: juin 2002.

- la réalisation d'une consommation productive à l'intérieur du club est le préalable à toute action individuelle de production. Symboliquement, chaque nouvel adhérent reçoit un volume de *creditos*²³ afin de commencer à consommer. Seul l'apport d'une production lui permettra de reproduire sa consommation. L'unique solution pour produire plus est de consommer plus dans la communauté, ce rapport est géré individuellement (et donc au détriment d'autres consommations en l'absence de création monétaire).

- l'émission monétaire est le fait des individus et non le produit d'une activité collective ou le résultat d'un groupe institué. La seule manière d'accroître la masse monétaire est d'augmenter le rythme des adhésions ou de favoriser les échanges afin d'accélérer la circulation monétaire. À la différence des LETs ou des SELs, l'émission et la comptabilité des échanges n'ont pas été centralisées.

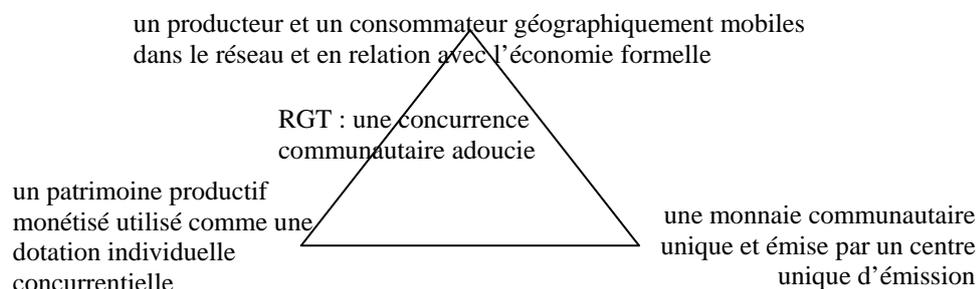
Ce sont l'adhésion et l'application du modèle de *gouvernance d'entreprise solidaire* qui ont permis cette désintermédiation de la sociabilité marchande des individus. Plus besoin de centraliser la compensation des échanges ou la définition de normes d'échanges. L'adoption du modèle a été rendue possible parce qu'il correspondait parfaitement aux caractéristiques de la classe sociale à laquelle il était destiné : une importante classe moyenne importante en voie d'appauvrissement. Le compromis fondamental de la réciprocité, dans ce cadre de *gouvernance d'entreprise solidaire*, est la prise de risque partagé des participants. Chacun apporte une partie de lui-même et de ses ressources : seuls l'activité et le mimétisme de comportement des autres valoriseront cet apport (reproduction de la confiance dans le système). Cette organisation sociale nouvelle ne s'est jamais transformée en un modèle d'assistance ou d'assistanat. Elle n'a jamais bénéficié d'aides publiques, ni même de facilités administratives (transports d'aliments, mise à disposition de locaux, paiement des services public...).

À partir d'un modèle générique, la réactivité du tissu social et les différentes aspirations ont été à l'origine de *gouvernances d'entreprise solidaire* différentes :

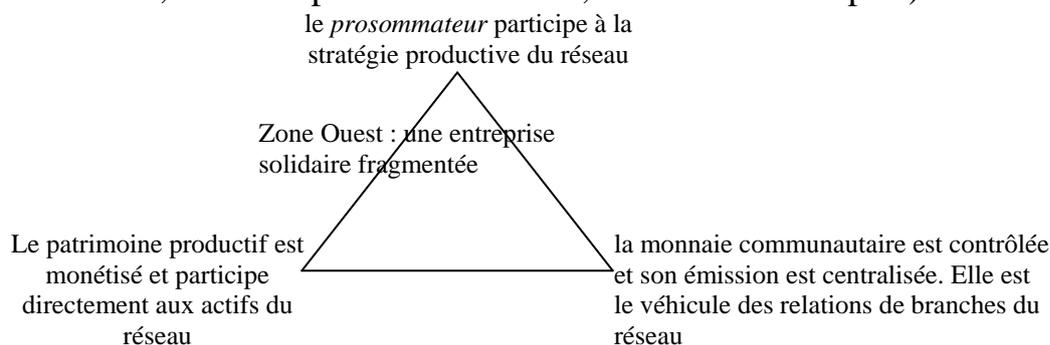
- Le Red Global del *Trueque* (RGT) : c'est le réseau le plus important, représenté au niveau national et médiatiquement le plus actif, c'est aussi le plus ancien. Son expansion géographique est le fruit délibéré d'une stratégie portée par le groupe fondateur dès les premiers instants. La masse monétaire croît au rythme du développement des clubs et de l'adhésion des membres, les fondateurs revendiquent plus d'un million de signatures et leur responsabilité dans l'émission de 148 millions de *creditos*. Toutes les transactions entre le club - le nodo - et le *prosommateur* sont réalisés en pesos. L'émission et le contrôle monétaires sont le fait de peu de participants et, tout ce que l'on peut dire actuellement est qu'ils ont été peu rigoureux. Le compromis entre les *prosommateurs* est moins contraignant socialement et moins institutionnalisé que dans les autres réseaux. Les relations avec

²³ Le nodo imprime et distribue son *credito* de manière plus ou moins indépendante selon le réseau auquel il appartient. La règle d'émission adoptée est un rapport fixe entre le nombre de membres et la masse monétaire : en règle générale, un *prosommateur* reçoit 50 *creditos*, et chaque nouvel arrivant engendre une création monétaire dans le club et donc dans le réseau.

le marché et les institutions sont acceptées et encouragées. La *gouvernance d'entreprise solidaire* apparaît comme favorable à une réorganisation de certaines relations marchandes vers la communauté et non pas à une réappropriation intégrale de tous les échanges.



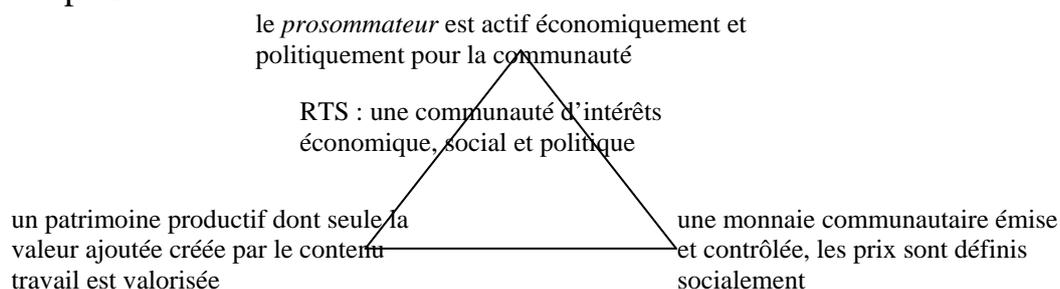
- Le Red Zone Ouest de Buenos Aires (RZO) : c'est un réseau développé autour de la personnalité et par le volontarisme d'un ancien chef d'entreprise. Le réseau est conçu à l'image d'une chaîne de production de valeurs dans laquelle chaque nodo contribue à une spécialité ou à l'approvisionnement des autres. L'émission monétaire est rigoureusement contrôlée. La plupart des transactions entre le nodo et le *prosommateur* sont réalisées en monnaie officielle. Des investissements et des productions sont réalisés pour l'ensemble du réseau (construction des tables et des chaises, usine de pâtes alimentaires, services de transport)²⁴.



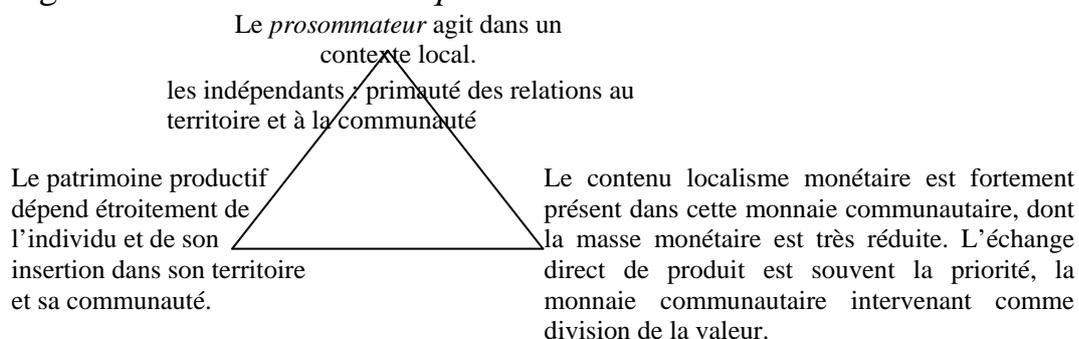
- Le Red del *Trueque* Solidario (RTS) : il est issu du RGT dont il s'est écarté durant l'année 2000. Sa représentation est nationale sur la base des *nodos* anciennement RGT qui ont suivi le mouvement de scission. Le RTS refuse toute relation automatique et non conditionnée avec le marché, tout comme une utilisation de monnaie officielle pour les transactions à l'intérieur du réseau. L'accent est volontairement mis sur le développement communautaire et le partage des décisions politiques. De fait, l'émission monétaire est contrôlée à l'intérieur de chaque nodo, et entre chaque nodo. L'insertion des nouveaux arrivants, la création de nouveaux *nodos* sont beaucoup moins rapides que dans les deux autres réseaux, en raison d'un contrôle du réseau plus important. La *gouvernance d'entreprise solidaire* propose une rupture avec les organisations de marché, les consommations et les choix

²⁴ Georgina Gómez, " Le Réseau de *Trueque* Zone Ouest: partenaire de l'économie locale", in Blanc "Rapport Exclusions et liens financiers", Lyon, 2006

d'organisations productives sont des engagements politiques, s'en inspirer c'est les adopter !



- Les *nodos* indépendants : par éloignement ou par militantisme, ils ne souhaitent pas être insérés dans un réseau national. Ils privilégient l'approche territoriale et les spécificités culturelles ou historiques des expériences de développement local. Les émissions monétaires sont modestes et l'activité communautaire est insérée dans une problématique plus large de développement de la communauté. Les relations avec les représentations de l'Etat sont en général recherchées voire ont été à l'origine de la création de certains *nodos*. En milieu urbain, le nodo peut être inséré dans une institution au champ d'intervention plus large : la monnaie sociale est perçue comme un des outils de la politique sociale. En milieu rural, le nodo est l'expression de la sphère principale d'échanges de biens et services entre acteurs, le presque tout économique. Ces *nodos* ne subissent pas les mêmes transformations que les grands réseaux, ou pas dans la même mesure. La *gouvernance d'entreprise solidaire* a probablement joué un filtre important de la crise argentine et de celle du *trueque*.



Ce premier panorama du *trueque* argentin nous révèle en fait son extrême hétérogénéité. Si tous les réseaux bénéficient du même contexte général d'apparition, les moteurs de développement puis les facteurs de crise de chacun se sont profondément individualisés. Toutefois, il est intéressant de noter comment le *credito* dans la sphère économique des *nodos*, bouscule certains principes de base de la théorie quantitative de la monnaie. La masse monétaire de chaque nodo est fonction du nombre de participants aux échanges, non pas d'un volume de production ou d'un niveau des prix. Pour autant symptomatique que cela puisse paraître, l'historique du mouvement et sa pérennisation actuelle sous une taille plus modeste et ce, dans un contexte économique mouvementé, n'est pas anecdotique. Depuis son émergence en 1995, un capital social s'est constitué à partir d'une expérience sociale avec des

pratiques et des régulations innovantes. La profonde crise qu'il traversera le transformera inévitablement. « Pour une poignée de *creditos* », les acteurs ont noué leurs destins le temps d'un court instant à l'échelle de temps des organisations sociales. "et pour quelques *creditos* de plus" ce système monétaire s'effondrera rapidement à partir de 2003 pour devenir anecdotique en 2006.

4. L'organisation des échanges

La *gouvernance d'entreprise solidaire* du *trueque* définit une organisation des échanges particulière. Nous utiliserons pour la caractériser la classification des localismes communautaires définie par J. Blanc et alli. Ils distinguent le localisme communautaire à dominante réciproque privilégiant des liens de clientèles - de type SELs - du localisme communautaire à dominante marchande organisant des *places de marché* - de type LETs.

Le « nodo » ou le « club de *trueque* » est le lieu d'échange de la communauté. L'affirmation de l'entité nodo est profondément marquée - comme le sont les LETs et les SELs - par une volonté délibérée de créer des liens entre les personnes, entre les groupes. Ce regroupement se réalise dans une petite structure dont la taille oscille entre 50 et 1000 personnes²⁵. Les clubs de *trueque* apparaissent en terme de diffusion sociale comme une organisation intermédiaire entre le modèle centripète des SELs et le modèle centrifuge des LETs. L'intégration à un réseau national, régional, local est un niveau supérieur de reconnaissance pour la communauté, qui au préalable a été un vecteur de révélation des individualités. La complémentarité des ressources et des besoins sera l'élément déterminant dans la durabilité du club.

Le *trueque* réalise, lors de la compensation des échanges entre les participants, une habile combinaison des liens de clientèle promus par les LETs à dominante réciproque et des *places de marché* défendues par les LETs à dominante marchande :

- Dans chaque nodo, la relation individuelle est privilégiée. Les prix se déterminent lors des transactions et dépendent principalement de l'antériorité de la relation ou du lien social entre les contractants, et non des quantités de biens disponibles. La masse monétaire totale évolue au rythme du développement institutionnel du mouvement, et non en fonction de son rythme de production.

- Le *trueque* propose donc dans le morcellement géographique et temporel des clubs des *places de marché* complémentaires voire concurrentes.

- L'émission monétaire est le résultat d'un engagement individuel, sa diffusion et son rythme de circulation dépendent étroitement de la solidité et de la reconduction des liens de clientèle. Par contre, la régulation des prix, la définition des normes de comportements, le contrôle de l'ouverture des *places de marché* à d'autres acteurs sont le fait de décisions collectives.

²⁵ Le nodo originel du RGT, La Bernalesa, compte lors des *feriae* 30.000 participants. Ce volume ne reflète pas la dimension générale.

La répétition des principes fondateurs, l'encadrement des transactions, la standardisation et la simplicité apparente des procédures de compensation des échanges sont autant de moyens pour construire par les usages et la routine, les fondements d'une confiance qu'Aglietta et Orléan qualifieraient de confiance méthodique²⁶.

La volonté individuelle d'utiliser la monnaie comme un support de rencontre est beaucoup plus forte que dans les LETs ou les SELs qui sont couplés à d'autres mécanismes d'insertion économique et sociale. La manipulation monétaire retrouvée devient le support politique de cette organisation sociale. Aller au *trueque* permet de retrouver des gestes, des situations similaires à des moments monétaires déjà vécus. Ainsi la composition des consommations dans le *trueque*, la satisfaction de la hiérarchie des besoins, les moyens d'insertion sociale illustrent, s'il le fallait encore, le rôle primordial de la classe moyenne dans le développement du *trueque*, mais aussi en quoi cette organisation est difficilement reproductible telle quelle à des classes moins favorisées²⁷.

Cette organisation sociale est donc triplement innovante. Le *trueque* a permis de développer à grande échelle des liens de clientèle sans renoncer toutefois aux automatismes des *places de marché*. La monnaie communautaire est le sentier du développement de la communauté, préexistante à la réalisation des relations définies par la *gouvernance d'entreprise solidaire*. Elle reformule le concept de surplus ou de richesse pour un groupe social non plus comme le développement d'un quantitatif mais comme la préservation de la diversité. Toutefois, le *trueque* sera victime de ses principes de construction. Son principe de gouvernance ne résistera pas aux pressions monétaire et médiatique qu'il a engendré

5. La crise du gigantisme

Au début de l'année 2002, en quelques mois les réseaux de *trueque* accusent une augmentation par 5 ou 6 de leurs nombres de participants, enregistrant ainsi 5 à 6 millions de membres. Rappelons qu'à chaque nouvelle intégration, en échange d'une production future les clubs distribuaient aux arrivants 50 *creditos*. Nul besoin d'invoquer une falsification de *creditos* à grande échelle²⁸, la seule venue des

²⁶ Michel Aglietta et André Orléan, "*La monnaie souveraine*", Paris: Editions Odile Jacob, 1998.

²⁷ Il nous semble pertinent de souligner l'existence d'une barrière à l'entrée du *trueque*. En effet si celui-ci est largement relayé par la classe moyenne, il ne concerne en revanche que peu et très récemment les personnes en situation d'extrême pauvreté et notamment celles des « villas miseria » (bidons villes). Il semble en effet que ce système ne soit pas en mesure de répondre aux attentes, à la mobilisation possible de ressources mais plus encore à l'articulation sociale à l'intérieur de ces espaces de pauvreté extrême. Certains de ces aspects sont illustrés dans l'article « *Misères de la monnaie, monnaies de la misère. La crise monétaire vue par les habitants d'une villa miseria de la banlieue de Buenos Aires* » qui doit être publié par Pierre-Yves Jacopin et Nathalie Puex dans *le Journal des Anthropologues*, Paris.

²⁸ Selon les responsables du RGT la falsification est indiscutable et à l'origine d'un complot de destabilisation du *trueque*. Elle pourrait atteindre 80% du circulant en *creditos*. Les données ont été obtenues de De Zanso et Covas lors d'une visite au nodo Recuperacion à la Bernalesa en octobre 2003.

nouveaux *prosommateurs* sans un équivalent production immédiat a suffi à produire une situation d'inflation et de pénurie de biens.

D'autre part, ce qui est probablement tout autant dommageable et créateur d'une surémission monétaire par rapport aux capacités d'échange est l'augmentation du taux de rotation durant cette période entre les nouveaux entrants dans le *trueque* et les nouveaux déçus du système. Il est d'ailleurs à ce propos révélateur d'observer que non seulement les comptes de balance d'émission n'ont jamais été tenus ou existés dans les clubs et, que le surplus monétaire causé par le départ d'un des membres n'est jamais été enregistré ou détruit.

A mesure que gonfler la masse monétaire du *trueque*, le potentiel productif mais surtout l'horizon de production se réduisaient. Les *prosommateurs* à partir de 2002 virent les tables dans les *ferias* se vider de produits élaborés et se couvrir très partiellement de produits usés, d'occasions et surtout non alimentaires. L'énorme potentiel monétaire n'avait pas réussi cette fois-ci à impulser de nouvelles initiatives productives au moment même où la majorité des *prosommateurs* en avaient le plus besoin.

L'engouement pour le *trueque* a été rapidement relayé durant la crise de 2001 et ce jusqu'à fin 2002 par les médias argentins. Le *trueque* est présenté comme un véritable amortisseur socio-économique des conséquences de la crise. Les médias ont contribué de la même manière et avec la même intensité à la diffusion du succès du *trueque* dans la société argentine et à l'accélération de sa disparition²⁹. La presse a présenté tour à tour plus fréquemment le fonctionnement du *trueque*, la réalisation d'initiatives productives, les bénéfices retirés à une participation aux *ferias* que les différences de fonctionnement entre les réseaux. Cette médiatisation a constitué un moteur de séduction pour les nouveaux membres mais très rarement un vecteur d'information sur les différents types de gouvernance des réseaux. Même les conflits entre les différents courants du *trueque* n'ont pas suscité l'intérêt de la presse, alors qu'ils étaient clairement exprimés par les responsables des différents réseaux durant leurs réunions de coordination, durant les colloques³⁰ consacrés au thème du *trueque*, parfois affichés à l'entrée de certaines *ferias* (le "aca no se admite el arbolito" soulignant que l'on échange pas avec le bon du RGT). Il y a plus eu une information partielle que partielle du fonctionnement du *trueque*.

De cette représentation imparfaite de la réalité des participants au *trueque*, l'amalgame et la simplification des différents modes de fonctionnement ont

<http://www.lafogata.org/02asambleas/9asambleas/red.htm>,
http://www.prosumidoresprensa.com.ar/clarin_10_7_2002_2.htm,
<http://tabloide.eurofull.com/shop/detallenot.asp?notid=598>,
http://forums.iagora.com/posts.html::message_id=120898,

²⁹ Suzanna Hintz, "La construction médiatique du *trueque* en Argentine" in Blanc J. "Exclusion et liens financiers", Rapport du Centre Walras 2006

³⁰ Primera jornada de la economía solidaria, Universidad de San Martín, Octubre 2002, Buenos Aires. Foro Regional sobre la mundialización, UBA, Mars 2003 ?. Monedas sociales, Universidad d'Octubre, Octubre 2003, Buenos Aires.

probablement conduit à une mauvaise interprétation des enjeux de l'engagement communautaire par les nouveaux arrivants.

La trop rapide intégration des nouveaux pauvres de 2001 dans les clubs, la concurrence politique et les conflits entre les réseaux de *trueque*³¹, ont modifié le profil des *prosommateurs*. Alors que les principes de solidarité et de participation communautaire étaient généralement très suivis avant 2002³², de 2002 à 2003 au contraire l'urgence économique et sociale a poussé les participants à privilégier la consommation immédiate au détriment de la production future. Le surplus collectif qui était une des motivations des principes de gouvernance a rapidement disparu de l'imaginaire collectif.

Enfin, la mise en place d'un système d'aide sociale aux familles les plus démunies « plan jefe/jefa de hogar » (d'une valeur équivalente à la moitié d'un minimum de subsistance aurait promu une logique d'assistanat et non d'assistance en introduisant le recours à l'Etat et non plus à la communauté pour survivre. La participation aux manifestations et au fonctionnement des clubs ne polariserait plus suffisamment les *prosommateurs*.

Ce gigantisme dans le développement du *trueque* aurait pu constituer une opportunité dans la pérennisation du système en lui donnant une taille suffisante ou critique à son articulation avec le contexte socio-économique argentin : articulation avec les systèmes d'aide social, relais dans la recomposition politique argentine, tissu micro productif, lieu de réinsertion professionnelle. Cette transformation a au contraire été vécue comme une crise en révélant l'inadaptation de ses principes de régulation.

6. L'éclatement des principes de gouvernance

Nous avons posé comme postulat que le fonctionnement du *trueque* adoptait un fonctionnement et des principes d'organisation que nous avons défini comme des principes de *gouvernance d'entreprise solidaire*. Ils imposaient la conjonction et la valorisation réciproque de trois fondamentaux : la mise en scène d'un acteur comme *prosommateur*, l'existence et l'utilisation d'un patrimoine productif et l'émission et l'utilisation d'une monnaie communautaire pour l'échange des productions.

L'engagement du *trueque* a pu être vécu de différentes manières : comme le résultat d'un déclassement social³³, celui d'un engagement politique et solidaire³⁴,

³¹ Pierre Olivier Salles "Entre survie et engagement: émergence du RGT", Mémoire de DEA, Sciences Politiques d'Aix-Marseille, 2003.

³² Lucie Gémonet, (2006), « La diffusion et l'apprentissage de valeurs propres aux clubs de *trueque* : discours et pratiques des adhérents du club San Javier Solidarios » in Blanc J. *Exclusion et liens financiers*, Rapport du Centre Walras, Lyon.

³³ Pierre Olivier Salles (2006), « Entre survie et engagement politique : Les avatars du projet militant du *trueque* argentin » in Blanc J. *Exclusion et liens financiers*, Rapport du Centre Walras, Lyon.

³⁴ Lucie Gémonet, (2006), « La diffusion et l'apprentissage de valeurs propres aux clubs de *trueque* : discours et pratiques des adhérents du club San Javier Solidarios » in Blanc J. *Exclusion et liens financiers*, Rapport du Centre Walras, Lyon.

comme une volonté de rupture de paradigme économique³⁵. Quel que soit cet engagement, cela a permis aux adhérents de la période antérieure à 2002 de promouvoir leurs capacités de production en acceptant des principes de fonctionnement. Durant cette phase, la diversité des réseaux permettait de réduire ou de marquer au contraire les différentes conceptions, et donc par là même de nuancer la valeur ou les contraintes liées à leur insertion dans les communautés de *trueque*. Cette diversité était un facteur d'intégration et de stabilisation des réseaux : identification plus forte des membres à leurs réseaux, attractivité et captation des ressources vers les réseaux, valorisation différente des ressources locales³⁶ (ou de différentes ressources). Chaque réseau en proposant un principe de gouvernance différent adaptait son organisation à sa lecture de la détresse économique et sociale de ses adhérents, et proposer une relecture de son environnement (ce qui explique par exemple que les principes de gouvernance des clubs indépendants hors Buenos Aires aient lié très tôt des liens avec les institutions locales). Cette analyse fonctionnelle³⁷ a proposer jusqu'en 2001 une organisation adaptative des *nodos* aux contraintes des adhérents :

- émission de 20 *creditos* puis de 50 *creditos* à chaque nouvel entrant,
- acceptation de micro-prêt alors que l'accumulation était au début évitée,
- processus d'unification des *creditos* par zone puis par réseau,
- instauration d'une perception d'un droit d'entrée pour financer les œuvres collectives,
- mise en place progressive d'une rémunération des coordonnateurs de *nodos* et de réseaux, transformation du droit d'entrée en pesos pour financer l'achat de matières premières au début de la crise 2001....

La gouvernance interne avait encore une influence sur le quotidien de ses membres.

Durant l'année 2001, bien avant l'éclatement du *currency-board*, le réseau du RGT se scindait en deux réseaux distincts le RTS et l'actuel RGT avec en toile de fond un conflit de pouvoir sur les modes de gestion et d'émission monétaire. C'était le premier signe avant-coureur que le nombre d'adhérents et le volume des liquidités ne pouvait plus être ordonné suivant les mêmes principes fondateurs : certains clubs demandaient plus de transparence (dans une organisation communautaire comptant déjà près d'un million de participants), d'autres plus de liberté (utilisation de pesos dans les transactions, franchisage des *places de marché*). L'exacerbation des différences de conception durant les rencontres entre les clubs, les conférences, les séminaires s'est traduite par la segmentation du réseau de *trueque* : au départ complémentaires, les clubs organisés en réseau d'émission distinct sont devenus

³⁵ Héloïsa Primavera, (2006), « Projet COLIBRI : une expansion au delà de l' Economie Solidaire ? », in Blanc J. *Exclusion et liens financiers*, Rapport du Centre Walras, Lyon.

³⁶ Gonzales Bombal, (2002), « De la expansión a la explosión : el *trueque* y las nuevas formas de sociabilidad en las clases medias en descenso en Argentina », in BECCARIA L., *Sociedad y sociabilidad en la Argentina de los 90*, UNGC, Buenos Aires.

³⁷ Alexandre Ziegler (1998), « La théorie économique face à l'économie dissidente », in Preiswerk et Sabelli, *Pratiques de la dissidence économique : réseaux rebelles et créativité sociale*, PUF, Paris.

concurrents (limitation de circulation de certains *creditos* dans des réseaux, valorisation différente des ressources, principe d'engagements différents).

Le développement du comportement d'urgence a inhibé une des raisons d'être du *trueque* qui était la récupération de la capacité productive des individus. L'intégration immédiate des nouveaux arrivants, même après une période de sensibilisation (2 à 3 semaines), a provoqué une rupture de l'équilibre entre la consommation et la production, une différence d'élasticité qui a été à l'origine dans un premier temps d'une inflation des prix de vente puis dans un second temps d'une spirale de pénurie de biens et services. Ce qui dans un contexte normal de fonctionnement aurait pu être résolu par un ralentissement, une réorganisation ou un rationnement des échanges, n'a pu être mis en œuvre lorsque dans le même temps à l'extérieur du *trueque*, disparue depuis 10 ans, s'installait de manière inquiétante l'inflation³⁸, que le niveau de pauvreté se dupliquait. Des doutes s'exprimaient sur l'existence d'une contrepartie au *credito*, la prise de conscience collective que bientôt il n'y aurait plus rien à échanger dans le *trueque* : le *credito* vivait sa première crise de confiance de grande ampleur.

Pas facile pour les coordonnateurs des *feriae* d'expliquer devant de plus en plus de participants aux mains vides mais aux poches pleines de *creditos* que demain sera mieux, que demain il y aura des produits à échanger (à acheter ?).

Le divorce venait d'être entamé, le *credito* n'était plus suffisant à unir le consommateur et le producteur dans la même identité : face aux tables vides des consommateurs et derrière les tables... personne, ni même le souvenir que qui exposait.

Enfin la résolution de la crise argentine par l'acceptation d'un taux de change dollar/peso trois fois inférieur et depuis maintenu (par des interventions de la Banque Centrale Argentine), l'émission puis l'absorption des monnaies provinciales, la reprise de l'activité économique ont littéralement démontré à partir de 2003 aux participants que le seul sphinx à renaître de ses cendres était le système monétaire officiel.

Le développement de la méfiance à l'égard du *trueque*, initialement impulsé par des comportements d'achats supérieurs aux capacités de production, médiatiquement relayé par les effets d'annonces quand à une surémission et à des falsifications de *creditos* a limité la diffusion des principes de gouvernance. Pire il a été un frein à la poursuite du mouvement sous d'autres formes. La question resterait de savoir ce que sont devenus les *prosommateurs* à l'issue de la phase de déclin du *trueque* et à l'amorce de la reprise économique de la production argentine? Nous pouvons d'ores et déjà apporter quelques pistes: une grande partie est retournée d'où elle venait à savoir des réseaux traditionnels de subsistance (œuvres caritatives, organisation économique des bidons-villes, micro-activité stimulée par les plans sociaux), d'autres ont intégré les différents marchés artisanaux développés par les

³⁸ De 15 à 20% pour la période, l'inflation est encore de 12% en 2006.

viles (*feria* de la costanera sur, de la gare de Belgrano, de la place Misere pour Buenos Aires) où les produits vendus sont les mêmes (même emballages, présentation sur table, badge d'identification des vendeurs) et en pesos. D'autres plus chanceux ont intégré l'activité formelle³⁹, démontrant ainsi la conjoncturalité du *trueque*.

³⁹ La pauvreté qui était de 54% de la population totale en 2002 n'est plus que de 38% au premier trimestre 2005. Le taux de chômage est passé de 24% en 2002 à 12% pour 2005 (source INDEC citée sur <http://www.cambiocultural.com.ar/actualidad/pobreza.htm>).

Conclusion :

Le *trueque* innove dans le champ de l'économie solidaire parce qu'il permet de montrer qu'une réappropriation des échanges, dans un contexte de concurrence adoucie, apaisée pour ne pas dire civilisée est possible. Nous avons proposé à travers le concept de *gouvernance d'entreprise solidaire* une lecture de l'expérience *trueque* comme une organisation sociale d'un nouveau type, plaçant l'individu et le développement communautaire au cœur de la gestion du modèle. Le *credito* illustre parfaitement le fait que les monnaies sociales ne sont ni un fléau, ni une panacée. Elles se substituent opportunément à une situation de pénurie monétaire et d'absence de compromis sociaux. Cette monnaie particulière devient solidaire parce que les liens de clientèle ont été enrichis sur des *places de marché* domptées collectivement. Cette émergence de nouvelles civilités marchandes est viable à moyen terme. Si l'objectif est de les transformer en de nouvelles citoyennetés, l'expérience argentine nous démontre qu'un degré d'institutionnalisation plus fort – *Pour une poignée de credits* - est nécessaire pour transmettre aux structures de la société ce capital social naissant. Si le *trueque* et la crise argentine de 2001 ont conjointement occupé de nombreux espaces médiatiques et universitaires entre 2001 et 2004, la presque disparition de celui et la fulgurante récupération économique de l'Argentine n'ont pas fait autant l'actualité. La rupture du compromis entre la production et la consommation, la disparition visible durant les *ferias* de la contrepartie du *credito*, l'inadaptation du patrimoine production des adhérents face aux nouvelles demandes sont autant de facteurs internes de rupture dans le fonctionnement du système. *Et pour quelques credits de plus* les principes de gouvernance s'effondrent parce que le *trueque* n'est pas en mesure de s'adapter aussi vite aux nouvelles conditions économiques et sociales que le système monétaire officiel, perdant ainsi de sa capacité d'attraction et laissant la méfiance s'instaurer dans le *credito*.